

**Arrêté préfectoral n° 26EB370**  
portant limitation provisoire des usages de l'eau  
dans le département de la Charente-Maritime  
sur le territoire de l'OUGC Établissement Public du Marais Poitevin

**A AFFICHER  
DES RECEPTION**

Le préfet de la Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1 à L.211-10, L.215-7 à L.215-9, L.216.1, L.216.10 et R.211-66 à R.211-70, portant application de l'article L. 211-3, relatif à la limitation ou à la suspension des usages de l'eau ;

**Vu** le Code pénal ;

**Vu** le Code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et L.2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans le département en matière de police ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

**Vu** l'arrêté du 3 mars 2022 du préfet de la région Centre, préfet coordonnateur du bassin Loire Bretagne, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'orientation de bassin de Loire-Bretagne du 29 août 2024 ;

**Vu** l'arrêté cadre interdépartemental du 22 mai 2023 délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le bassin versant du marais poitevin situé en régions Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie ;

**Vu** les dispositions arrêtées par le préfet des Deux-Sèvres, préfet référent pour le sous-bassin du (Mignon (MP7),

**Considérant** l'évolution des rivières, des nappes et des niveaux d'eau observés aux stations de suivi ;

**Sur proposition** du directeur départemental des territoires et de la mer de la Charente-Maritime;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> : MESURES DE LIMITATION OU DE SUSPENSION PROVISoire DES USAGES DE L'EAU**

Conformément à l'arrêté cadre interdépartemental du 22 mai 2023, les mesures suivantes sont appliquées, selon le niveau de gravité en vigueur :

- **pour les prélèvements autres usages domestiques et secondaires hors réseau de distribution eau potable** : les mesures sont définies à l'annexe 1 du présent arrêté, suivant le niveau de gravité (1) mentionné ci-dessous pour chaque zone d'alerte.

- **pour les prélèvements à usage d'irrigation agricole** : les mesures spécifiques sont précisées dans le tableau ci-dessous (2). Sont concernés les prélèvements pour l'irrigation agricole réalisés à partir des eaux souterraines (hormis pour les zones d'alerte Marais Nord Aunis (MP5.4) et Marais-Vendée (MP5.2)) et à partir des eaux superficielles à savoir cours d'eau, cours d'eau réalimentés, nappes d'accompagnement, canaux, sources, plans d'eau connectés du milieu, ou retenues remplies partiellement ou totalement par pompage ou par les eaux de ruissellement pendant la période d'application du présent arrêté.

Zone d'alerte	Indicateur de référence	Niveau de gravité (1)	Mesures de restriction spécifiques aux prélèvements à usage agricole (2)	Date d'entrée en vigueur
- Curé Sèvre (MP 6) - Marais nord Aunis (MP 5.4) pour les prélèvements superficiels	Piézomètre de Forges ou Station débitmétrique la Tiffardière	Vigilance	Mesures d'information et/ou de limitation des prélèvements d'irrigation agricole gérées dans le cadre du protocole de gestion collective de l'EPMP (OUGC)	25/05/26
	Station débitmétrique la Tiffardière	-		
Mignon-Courance (MP7)	Piézomètre du Bourdet	Vigilance	Mesures d'information et/ou de limitation des prélèvements d'irrigation agricole gérées dans le cadre du protocole de gestion collective de l'EPMP (OUGC)	25/05/26
	Piézomètre de St Hilaire la Palud			
Station débitmétrique la Tiffardière	-			
Marais Vendée (MP5,2) pour les prélèvements superficiels	9 seuils	-	-	-
Marais Sèvre niortaise (MP5,3)	9 seuils ou la station débitmétrique la Tiffardière débit de crise (DCR) atteint	-		-

## Article 2 : APPLICATION

Les présentes dispositions mentionnées dans le tableau de l'article 1 entrent en vigueur le **lundi 25 mai 2026 à 08 heures** et le restent tant que les conditions météorologiques actuelles subsisteront et que la prochaine observation de l'état de la ressource ne justifiera pas de mesure nouvelle.

En tout état de cause, elles prendront fin le 31 octobre 2026 à minuit, date de fin de gestion prévue par l'arrêté cadre interdépartemental du 22 mai 2023 susvisé.

## Article 3 : SANCTIONS

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R 216-9 du Code de l'environnement.

## Article 4 : DROITS DES TIERS

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédents ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

## **Article 5 : RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de la date de signature, d'un recours gracieux auprès du préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers.

Un recours peut être déposé auprès du tribunal administratif de Poitiers sur l'application internet "Télérecours citoyens", en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, des copies du recours n'ont pas nécessité d'être produites, un enregistrement immédiat étant assuré sans délai d'acheminement.

## **Article 6 : PUBLICATION**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Charente-Maritime et sur le site internet national VigiEau :

- <https://vigieau.gouv.fr/>

- <https://www.charente-maritime.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Eau-et-milieux-aquatiques/Gestion-quantitative-de-la-ressource/Gestion-etiage/Restrictions-usages-de-l-eau>

Il est adressé aux maires des communes concernées pour information et affichage.

## **Article 7 : EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Charente-Maritime, le Délégué inter-services de l'eau et de la nature, la Cheffe de service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, la Directrice départementale de la sécurité publique, le Directeur de l'établissement public du marais poitevin, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie.

La Rochelle, le 22 mai 2026

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général



Emmanuel CAYRON

## ANNEXE 1

### Mesures de gestion applicables aux prélèvements d'eau selon le niveau de gravité de l'étiage

Usages	Vigilance
Alimentation en eau potable (usages prioritaires : santé, salubrité, sécurité civile)	Pas de limitation sauf arrêté municipal spécifique
Arrosage des massifs fleuris	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.
Arrosage des jardins potagers	
Arrosage des espaces verts et des pelouses	
Piscines et spas privés (de plus d'1m <sup>3</sup> )	
Piscines ouvertes au public	
Lavage de véhicules et engins nautiques par des professionnels	
Lavage et rinçage de bateaux de plaisance par les particuliers	
Lavage de véhicules et engins nautiques chez les particuliers	Interdit à titre privé à domicile (En application de l'article L 1331-10 du Code de la santé publique)
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement	
Fonctionnement des douches de plage et de tout autre dispositif analogue	
Arrosage des terrains de sport, sols équestres et terrains de sports motorisés	
Arrosage des golfs (Conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	
Arrosage des greens et départs de golfs	
Exploitation des sites industriels classés ICPE	Dès le passage en vigilance sécheresse, les exploitants ICPE sont tenus de s'informer des restrictions d'usage qui leur sont applicables et de sensibiliser leur personnel aux règles de bon usage d'économie d'eau.
Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national	Sensibiliser les industriels aux règles de bon usage d'économie d'eau.
Abreuvement du bétail	Pas de limitation sauf arrêté spécifique
Irrigation dans le cadre de la gestion collective (OUGC)	Protocole de gestion collective de l'OUGC (1) ou auto-limitation des prélèvements
Remplissage / vidange des plans d'eau	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.
Navigation fluviale	
Travaux en cours d'eau	
Rejet des stations d'épuration et collecteurs pluviaux	
Rejets industriels	

(1) Les protocoles de gestion de l'OUGC sont consultables sur le site de l'EPMP : <http://www.epmp-marais-poitevin.fr/ougc/>

*(2) - La période Printemps s'étale du 1<sup>er</sup> avril au début de la Quinzaine 1 (celle-ci étant définie comme le lundi le plus proche du 1<sup>er</sup> juin)*

*- La période Été s'étale du début de Quinzaine 1 à fin de Quinzaine 7 voir de la Quinzaine 8 (la date de fin de Quinzaine 7 étant 14 semaines après le début de la quinzaine1).*

*- La période Automne s'étale de la fin de la Quinzaine 7 voir de la Quinzaine 8 au 31 octobre.*

